

Ici, Ensemble

Le journal de l'amitié politique entre les habitants du pays

~ Editorial ~



Travailler à faire tomber le sarkozysme !

Il y a des choses dans l'air. Sarkozy a réussi à mécontenter beaucoup de gens et à rassembler largement contre lui. Sa violence pour détruire (médecine, école, éducation, recherche, justice, liens entre les administrations et les gens...) et son mépris des gens "ordinaires" font descendre massivement la population contre lui dans les rues.

La situation en Guadeloupe est de ce point de vue à suivre de très près : quels énoncés nouveaux, porteurs d'un "pour tous" peuvent sortir aujourd'hui du côté des gens eux-mêmes, contre la politique de mépris et d'exploitation ? Cette grande bataille que les guadeloupéens mènent contre ce qu'ils nomment la "profitation" peut nous aider à poser les choses plus clairement. Par exemple :

- Prendre en compte que Sarkozy, son gouvernement et les gens qui le soutiennent et le protègent ne sont pas des "amis" avec lesquels nous aurions des principes en commun ; il ne s'agit pas d'attendre qu'ils "écoutent" les gens, mais bien d'être en capacité de leur imposer une politique qui prenne en compte les gens, **tous les gens**, quelque soit leur origine ou leur lieu d'habitation. Le prétexte de "l'élection démocratique" doit arrêter de servir d'alibi consensuel pour accepter le pire, à savoir le mépris et la barbarie de l'Etat, ainsi que la corruption qui est le mode de fonctionnement de la République actuelle.

- Rien ne justifie l'écrasement, la persécution et l'abandon du plus grand nombre et surtout pas le "mérite" du plus fort et du "bien né" ! Il faut se révolter contre les privilèges de la

naissance et de la fortune, oser penser soi-même, affirmer ce qu'on veut, se battre ensemble pour que chacun soit compté, à égalité avec quiconque.

Se pose alors la question d'une vraie rupture d'avec la politique de Sarkozy, et on voit bien que pour cela il faut aller au-delà de la forme, au-delà d'une critique des "excès" du sarkozysme, de l'homme ou de l'équipe qui l'incarne. Il faut oser poser la fin possible du sarkozysme, dans son essence même, dans ce qu'il propose comme politique, dans ce qu'il représente de barbarie et de bassesse. Il faut donc clarifier les conditions nécessaires pour mettre à bas le sarkozysme. Même si c'est pour dire que nous sommes encore loin de les réunir, cette démarche rend l'entreprise envisageable, pensable et donc à terme réalisable :

1°) *S'attaquer aux lois d'exception et de persécution.* Le sarkozysme avance dans son projet d'écrasement total des gens en se dotant de lois ignobles, qui lui permettent à la fois de rallier autour de lui, sur la base de la peur et de la bêtise et de justifier sa violence à l'encontre de parties de plus en plus importantes de la population.

Nous voulons citer là bien sûr la loi CESEDA, qui a supprimé tous droits aux ouvriers sans-papiers et à leur famille, et qui place petit à petit les étrangers de France sous une juridiction particulière de surveillance et de déni des droits. Mais il s'agit aussi des lois Perben ; de la loi de rétention de sûreté contre les malades mentaux ; de la volonté d'enfermer des jeunes dès l'âge de 12 ans ; des mesures dites "anti-terroristes" qui permettent d'incarcérer des gens sur de simples soupçons, sans aucune preuve valable, etc.

Suite en page 2

Toutes ces lois vont dans le sens d'un profond changement de l'Etat : c'est la fin de l'Etat mis en place dans l'après-guerre chargé de prendre en compte tous les habitants et son remplacement par un Etat dont le seul but est la protection des puissants. D'où cette politique fondamentalement inégalitaire et violente de destruction et de guerre, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur.

Organiser les batailles nécessaires pour gagner l'abrogation de ces lois, et ce faisant se mettre en capacité de penser le pays pour tous ceux qui y vivent, de penser la justice et les droits pour tous, voilà **une première proposition pour s'attaquer au sarkozysme**.

2°) **Faire cesser le mépris et la séparation des gens**, dont la police est l'outil principal : c'est là un deuxième point que nous proposons de tenir dans des situations concrètes :

• En cassant l'isolement et l'encerclement policier des quartiers populaires que l'état cherche à mettre en place (voir notamment notre journal N°9), en refusant les murs et les frontières internes. Pour cela, **nous proposons à ceux qui n'y vivent pas de se lier aux habitants des quartiers populaires**, afin qu'ensemble, nous trouvions un chemin pour combattre l'humiliation quotidienne et permettre à la

jeunesse populaire de sortir du nihilisme et l'affrontement stérile.

• En menant campagne pour la dissolution du "*Ministère de l'immigration et de l'identité nationale*", véritable Etat dans l'Etat, qui travaille à séparer le peuple sur la base de la naissance, de la nationalité, en deux parties distinctes et opposées, sans autre lien possible que la concurrence, la méfiance et au bout la haine et la guerre (Voir à ce sujet notre brochure).

3°) **Travailler à l'organisation des gens eux-mêmes**, non pour chercher des places dans l'Etat, ses partis ou ses syndicats, mais pour mener et développer **une politique du côté des gens, dans la durée et à distance de l'Etat**.

Cette politique a sa propre existence, c'est ce que nous essayons de retranscrire dans ce journal, numéro après numéro, en montrant le travail que des gens différents font sur eux-mêmes, avec d'autres, **pour une politique de paix et d'amitié entre les habitants du pays**.

Tout cela permet de trouver du courage et de la confiance. Nous invitons chacun à y participer.

Jean-Louis

C'est le moment de la décision.

DANS UNE CONJONCTURE MARQUÉE PAR UNE PERSÉCUTION ACCRUE CONTRE LES SANS-PAPIERS ET DES INITIATIVES DÉSASTREUSES D'ASSOCIATIONS VARIÉES POUR INCITER LES SANS-PAPIERS À S'INSCRIRE SUR DES LISTES ET À DÉPOSER DES DOSSIERS DE RÉGULARISATION À LA PRÉFECTURE, LE RASSEMBLEMENT AVAIT ORGANISÉ UNE RÉUNION PUBLIQUE DES SANS-PAPIERS ET DE LEURS AMIS, APPELÉE : "RÉUNION POUR LA DÉCISION".

NOUS PUBLIONS CI-DESSOUS DE LARGES EXTRAITS DE CETTE RÉUNION.

Zoubida :

Bonjour tout le monde. Pour présenter cette réunion, il faut revenir un peu en arrière : La CGT a voulu faire croire aux gens qu'on pouvait être régularisés avec un contrat de travail, ce qui est faux malheureusement. Comme il y avait de la publicité sur les grèves à Paris, des gens y ont cru et ont déposé le dossier avec la CGT, et le résultat, c'est que plusieurs ont été expulsés. Donc, le bilan de l'opération CGT, c'est un retour de la peur. Les gens y ont cru, mais ils n'ont pas été choisis, ils ont été refusés, et ils se sont enfermés.

La situation a changé : alors que les gens

commençaient à se sentir du pays, à se montrer, on en voit de nouveau se cacher, ne plus oser dire qu'ils sont sans-papiers.

Ce qu'a fait la CGT se termine, mais elle a créé des divisions et des mensonges. Face à cette situation de peur et de repli sur soi, on a intérêt à unir nos forces. Donc on s'est dit que ce serait bien de faire une réunion publique avec tous les sans-papiers, et voir ce qu'on pourrait faire ensemble. On a voulu cette réunion pour que la parole soit à tous, pour que les gens puissent dire ce qu'ils ont à dire, ceux qui sont allés à la CGT et ceux qui n'y sont pas

Suite en page 3

allés. Si vous êtes d'accord, on peut aussi discuter sur nos propositions :

- **D'abord se battre contre la politique de l'état et non le cas par cas** : le chacun pour soi ne mène à rien ; au contraire ça crée des divisions et ça donne de la force à la police pour persécuter les gens partout.

- Casser les divisions et les mensonges : Nous, on a toujours travaillé sur l'idée qu'**il faut les droits pour tous**.

- Permettre à chacun de voir clair, de choisir : c'est pour ça qu'on est là aujourd'hui.

- Il ne doit pas y avoir de conditions à la régularisation : **quiconque vit ici est d'ici et doit avoir les droits**.

C'est sur ces principes qu'on a voulu se rencontrer et discuter de ce qu'on peut faire ensemble. Ce sont de principes simples, qui concernent tout le monde dans le pays.

Chérif :

Aujourd'hui, nous tenons une réunion des ouvriers sans-papiers. Cette réunion, on l'a appelée : « **Réunion pour la décision** » parce que maintenant est venu le moment de la décision. La situation est difficile, avec les attaques du gouvernement, la loi CESEDA et tous ceux qui font la division. Nous vous avons proposé de nous réunir pour réfléchir et décider, chacun, de ce qu'on fait ensemble.

La loi CESEDA complique la vie pour tout :

- par exemple, la CGT dit qu'on peut avoir les papiers avec un contrat de travail. Mais il faut un CDI, le patron doit être à jour de toutes ses cotisations URSSAF. Nous, on travaille avec des petits artisans, c'est trop compliqué pour eux.

- L'état dit qu'il faut des gens qualifiés pour certains métiers ; mais on est tous qualifiés, on est tous diplômés, on travaille tous, on n'est pas feignants, on ne reste pas à la maison, on construit le pays. Pourquoi on est venus ? C'est à cause de la crise chez nous qu'on est venus. On a besoin de la France, mais la France aussi a besoin de nous car les riches ont besoin des pauvres. Qui va travailler s'il n'y a pas de pauvres ? Bien sûr, le riche va accepter le pauvre qui travaille pour lui. Donc il y a besoin de nous.

Il faut prendre un seul chemin, pas plusieurs chemins. Il y a par exemple des associations qui demandent le droit pour ceux qui ont leurs enfants à l'école. Et les autres, ils n'ont pas le droit ? Pourquoi cette division du peuple ? Il faut revenir à l'essentiel : on travaille tous, on fait tous le pays.

On demande le droit pour tous, la paix pour tous, l'égalité pour tous !

Amadou :

Concrètement, il s'agit en fait d'un contre-pouvoir par rapport à toutes ces lois qui ont été promulguées et qui existent. Mais quelle action concrète par rapport au fait d'être sans papiers et d'avoir besoin de travailler ? Comment on fait aujourd'hui pour travailler avec des papiers qui n'existent pas ? Pas possible : c'est le problème. Si les gens ont travaillé avec des faux papiers ou en étant déclarés, déposer un dossier avec tous ces éléments à la préfecture, comme le fait la CGT, c'est évidemment un moyen pour prendre les gens et les expulser. Comment faire alors ?

Zoubida :

La CGT marche avec l'Etat. Nous on dit : « *les gens travaillent, il faut leur donner les droits, les reconnaître comme étant d'ici*. » Il faut arriver à ne pas voir sa situation comme une question individuelle, mais à se replacer dans la situation générale de tous, et donc aller contre la politique du CESEDA qui ferme toute régularisation. Ce qu'il faut vraiment réfléchir collectivement, c'est : **comment ensemble aller contre la loi ceseda ?**

Amadou :

Je ne comprends pas. Comment on peut y arriver ensemble ?

Zoubida :

Il faut savoir qu'on n'a pas toujours parlé des sans-papiers comme maintenant. Il y a un certain temps, les sans-papiers n'existaient pas pour les gens. Tout le monde disait « clandestins ». Les gens ne pensaient pas que les sans-papiers travaillent. C'est nous ici à Toulouse et des amis à Paris qui avons fait exister les sans-papiers, qui avons fait que maintenant tout le monde sait que les sans-papiers sont des gens du pays, qui travaillent. On s'est battus des années pour ça.

Si la CGT a pris ça, c'est qu'on l'a gagné. C'est aussi le fruit de notre travail, même si ce travail ne se voit pas. Mais ce n'est pas eux qui l'ont inventé c'est nous qui l'avons créé.

Il y a eu une période par exemple, où on s'est battus contre la CGT, qui soutenait les contrôles de police sur les lieux de travail contre le « travail clandestin », en vérité contre les sans-papiers. Nous, on a montré que les sans-papiers ne travaillent pas « au noir », mais sans droits. A la fin, c'est devenu une évidence pour tout le monde. La CGT a reconnu ça et a voulu le reprendre et profiter des gens actifs dans la bataille et faire un travail avec l'état contre les gens.

Suite en page 4

Jean-Louis :

Quelle force on peut mettre en place vraiment ? Ce qu'ont présenté Chérif et Zoubida, ce qui peut permettre de faire une force aujourd'hui, c'est le « pour tous ». Choisir entre le « pour tous » ou le « pour quelques uns », c'est choisir entre l'unité ou la division. L'unité est le chemin de la force, parce qu'elle porte l'idée du collectif, et de l'égalité, le « pour tous » et le « 1 égale 1 ».

Pour ce qui est de la régularisation, il ne faut pas rajouter de critères. Le gouvernement n'a pas besoin de nous pour les critères.

Il faut réfléchir dans ce sens-là : l'organisation ensemble sur nos principes pour la régularisation générale. Quand on travaille comme ça, on trouve des chemins nouveaux auxquels on n'aurait pas pensé avant, comme par exemple l'idée de la régularisation sur la base du travail. On ne l'a pas trouvée comme ça d'un coup. On l'a portée et quand elle a commencé à être reconnue, la CGT l'a reprise pour en vider l'essentiel : ils ont choisi 1000 personnes, ils ont fait du battage, et après ils ont dit : « C'est bon, ceux qui ont un contrat sont régularisés ». Beaucoup n'ont pas eu les papiers, ou ont eu un récépissé de quelques mois, le temps de leur contrat. Combien ont été expulsés ? Et tous ceux qui n'étaient pas choisis ? Nous on dit : « Si tu prouves que tu travailles ou as travaillé, d'une façon ou l'autre, tu dois avoir les papiers ! Tu prouves que tu étudies, que tu es malade, que tu as des risques dans ton pays d'origine, tu dois avoir les papiers ». C'est ça l'idée de la régularisation sur la base du travail et de la vie ici. Réfléchissons à ce que peut être une décision nouvelle, avec tous les acquis du passé, pour aujourd'hui. Quels nouveaux mots d'ordre, **comment reprendre la bataille, l'inscrire pour tous ?**

Djamel :

Bonjour, je m'appelle Djamel, j'ai 35 ans, sans papiers. Ca fait déjà 2 mois que je suis passé à la Préfecture. J'avais tout, le contrat plus le CERFA, le patron a payé la redevance, tout. J'étais suivi par la CIMADE, c'est eux qui m'ont envoyé à la Préfecture. ; je travaille dans l'étanchéité, il y a besoin de monde, le patron a des chantiers d'avance. J'ai passé du temps pour faire le dossier, je suis revenu plusieurs fois, et ils m'ont juste donné un certificat de dépôt de dossier. Quand j'ai demandé pourquoi, vu que j'avais tout, ils ont dit « Vous êtes Algérien, ce n'est pas pour les Algériens » Voilà comment ça marche. J'ai dit : « Quelle est la différence entre Algérien, Marocain , etc... ? » L'employée a répondu : « C'est la loi, c'est l'état. »

Maintenant ils ont tout. A la préfecture la femme m'a dit : « Vous avez une reconduite en 2006, il vaut mieux ne pas rester trop longtemps ici. » Au moins elle n'a pas appelé la police. Mais maintenant, je ne dors plus chez moi : ils ont tout. C'est un souci. Je me sens mal. Par exemple, quand j'ai parlé avec le patron pour lui dire que c'était non, j'avais honte parce que j'étais refusé.

Chérif :

Il faut se battre ensemble pour la régularisation de tous. Prendre la décision bien comme il faut, ne pas se tromper. Ils sont tous pour l'immigration choisie. Les patrons et les syndicats, ils veulent faire leur marché avec nous. Mais Marocains, Algériens, Tunisiens ou autres, on fait les mêmes métiers, on travaille tous, on est tous ouvriers. On est tous pareils, on travaille tous. L'Etat veut tout compliquer pour nous diviser. C'est une façon de casser l'idée de la régularisation sur la base du travail.

Jean-Louis :

Votre exemple illustre bien ce qu'on dit : l'état ne veut pas de régularisation massive. Il y a quelques régularisations de temps en temps mais pas de façon massive. Des gens ont décidé de travailler avec le gouvernement pour qu'il n'y ait pas de régularisation : la loi Ceseda est très dure et crée des divisions et certaines associations acceptent de jouer ce jeu. On en voit le résultat : il y a quand même 27 000 expulsions ! Il faut passer à autre chose, sortir de cette division car chercher une solution chacun dans son coin, c'est une faiblesse. C'est facile après pour le gouvernement d'aller cueillir les gens chacun dans son coin. Il faut remettre les choses à l'endroit : il n'y a pas les Marocains et les Tunisiens, ceux qui ont les enfants ou pas d'enfants, etc..., c'est pareil ! Si nous-mêmes on est assez forts pour porter ça publiquement, on va cheminer, comme on l'a fait pour la régularisation sur la base du travail : au début, les gens n'y croyaient pas. Mais on a cheminé et aujourd'hui tout le monde sait en France que les sans papiers travaillent. Les autres questions c'est pareil : il y a un point important à résoudre : la division entre nous. Il faut attaquer ça en partant du principe que les droits doivent être les mêmes pour tous.

Karine :

C'est à l'infini : Il y a même des gens qui font une division supplémentaire aujourd'hui, entre les sans-papiers et les « clandestins », c'est-à-dire ceux qui sont entrés sans visa, qui sont entrés en bateau.

Suite en page 5

Mohamed :

Est-ce que c'est pareil dans tous les départements ou est-ce différent ? J'ai entendu dire qu'il y a des endroits où ils donnent les papiers si tu as le contrat ?

Marcel :

Il y a un gouvernement, un ministre, une seule loi, le CESEDA, qui est mauvaise et qu'il faut changer. Il y a quelques régularisations, on en gagne régulièrement, mais on ne sait jamais pourquoi les gens sont régularisés, pourquoi ceux-là et pas d'autres dans la même situation. Ce qui compte, c'est de ne pas présenter les régularisations ponctuelles comme un but, comme la preuve qu'on pourrait être régularisé dans le cadre de la loi -qui donc ne serait pas si mauvaise- comme l'a fait la CGT avec l'histoire du contrat de travail. Il s'agit au contraire de bien expliquer à tous, y compris à ceux qui sont régularisés, que la bataille n'est pas finie tant que la régularisation n'est pas générale, qu'on n'a pas gagné sur la question des droits.

Hadj :

Si on regarde bien, la CGT dit toujours « on a gagné tant de régularisations », mais ils ne disent jamais combien ils ont perdu, combien de reconduites, d'OQTF, d'expulsions..... C'est très bien pour les quelques-uns qui ont le récépissé, mais c'est trop mal pour les autres. Nous on dit : « Ce n'est pas la peine de déposer le dossier si on sait que la personne va recevoir le « quitte (l'OQTF) ». On dit : « Quelqu'un qui travaille ou a travaillé doit obtenir les droits. »

En disant aux gens : « Tu n'as pas droit parce que tu es Algérien », ils essaient de diviser les sans-papiers comme ils essaient de diviser les quartiers. L'idée, c'est de ne pas suivre les médias, mais de réfléchir entre nous pour abroger la loi Ceseda. Parce que quand elle sort la loi, la Préfecture peut dire non autant qu'elle veut, et faire chercher les gens direction Blagnac (l'aéroport).

Jean-Louis :

Pendant 6/8 mois, le gouvernement a voulu faire croire à tout le monde, sans-papiers ou amis, que la question était réglée. On en revient aux choses vraies : la volonté de ne pas donner les papiers. Le gouvernement dit : « On a réglé les « méritants » ; les autres, il faut les expulser. » La régularisation n'est pas faite. Le chemin proposé par le gouvernement, la CGT, les patrons, n'est pas bon. Il ne permet pas d'avancer. La situation des sans papiers n'est pas dissociable des droits du travail, la vie des gens n'est pas reconnue. Quelle décision on prend ? Soit on continue sur le « cas par cas », une

régularisation pour des milliers d'expulsions, soit on remet les choses à plat et on commence par affirmer : « C'est une affaire pour tous, il faut les droits pour tous ! »

- Il faut redonner sens au mot d'ordre : « si tu travailles, tu as des droits. »

- Il faut dire ensemble pourquoi le gouvernement doit régulariser. Tout simplement parce que les gens vivent ici, et veulent y vivre tranquillement.

- Il faut des mots d'ordre clairs et évidents qui ont à voir avec la vie des gens.

- Il faut appeler à l'unité de tous les sans papiers et amis des sans-papiers. Pour les droits et non pour une organisation ou une élection.

Chérif :

Certaines associations disent aux sans papiers : « Il faut rester cachés ». Nous, on dit le contraire. En 2008 on a fait un appel pour arrêter le travail une demi-heure sur les chantiers et discuter ensemble de la loi et des contrôles de police. C'était pour ouvrir, pour permettre aux gens de sortir, d'être entourés. On est allés à la CGT leur proposer de s'associer à cet arrêt. Ils ont dit non, qu'ils ne pouvaient pas, qu'ils devaient déjà mobiliser les gens pour les retraites. On leur a aussi demandé de ne faire aucun dépôt de dossier, pour ne pas mettre les gens dans la main de la Préfecture, on leur a dit de ne pas travailler dans l'immigration choisie, dans le cas par cas, à trier les gens pour le gouvernement.

Zoubida :

On n'a pas à être choisis. On n'est pas des objets, des marchandises. C'est aux gens eux-mêmes à décider de leur vie. Nous avons décidé de venir en France. On n'a pas à attendre que d'autres, les patrons, les syndicats, la préfecture, nous choisissent. Je ne comprends pas qu'on ne puisse pas comprendre ça.

Marcel :

Je voudrais intervenir sur 2 points : tu as dit tout à l'heure : « Quand j'ai parlé avec le patron, j'avais honte. » Mais comme le disait Tahar un ami, la honte elle est du côté du patron, du côté du gouvernement, du côté de tous ceux qui permettent cette persécution, cette injustice. Là aussi, c'est une décision : est-ce que j'accepte d'avoir honte pour ce qu'on me fait subir ou est-ce que je refuse de me considérer comme un coupable et je décide de me battre pour les droits ?

2ème point : quand j'étais jeune, il y avait un slogan qui disait : « Le salut des jeunes travailleurs sera l'oeuvre des jeunes travailleurs eux-mêmes ou ne

Suite en page 6

sera pas ». Pour moi, la pièce principale de cette bataille y compris pour changer l'opinion des français, c'est bien les sans-papiers eux-mêmes. Enfin, je voudrais insister sur la question de principes : ça permet de penser des situations et des points très concrets. Le « pour tous », le droit des gens, je le déclinerai sur la maladie par exemple : Qui doit décider que quelqu'un est malade ? Le médecin ou la préfecture ? Pareil pour le mariage : Qui doit décider qui j'épouse ? Moi ou la préfecture ?

Jean-Louis :

Je suis surpris de voir que beaucoup de gens ont des bons comportements, mais ça ne résout pas la question de comment faire une force face à la politique de Sarkozy, du gouvernement. Les bons comportements ne suffisent pas à faire tomber une mauvaise loi ou à arrêter la police. Pour ça il faut davantage, il faut une pensée d'ensemble, il faut une politique. **La décision, c'est aussi ça : décider de participer à construire une politique de paix et d'amitié entre les gens.** Et donc décider de travailler en équipe, et non plus seul dans son coin. Décision individuelle de s'engager dans la bataille pour la régularisation générale, de mettre en avant le

pour tous, décisions collectives pour mener et faire avancer cette bataille, voilà le chemin sur lequel nous vous proposons aujourd'hui de vous engager avec nous.

Parmi les décisions prises à l'issue de cette réunion :

- Une campagne pour remettre à l'ordre du jour le thème de la régularisation générale par le travail et la vie ici, axée autour du principe des droits pour tous et de l'engagement collectif (le « ensemble »)

- Plusieurs textes faisant bilan de la période (consultables sur notre site), pour aider les sans-papiers à faire le point, à comprendre ce qui leur arrive, à distinguer vrais et faux amis. Il s'agit de montrer qu'il est possible de se battre, qu'il existe un collectif solide sur lequel s'appuyer, pour redonner confiance aux gens et leur éviter de sombrer dans le désespoir des illusions perdues.

- Un moment fort de cette campagne sera l'intervention publique du Samedi 7 mars, 15 heures, Place du Capitole, auquel nous convions chacun, sans-papier ou ami des sans-papiers à participer.

Propos recueillis par Brigitte

A propos de la situation à Gaza et des manifestations qui ont eu lieu ici.

De grandes manifestations populaires ont eu lieu partout en France contre l'intervention criminelle de l'armée israélienne à Gaza. Colère, révolte, émois, ont rassemblé des gens très différents : beaucoup de ceux qui étaient dans la rue ne sortent pas d'habitude pour manifester ; d'autres se sont retrouvés aux côtés de gens qu'ils n'ont pas l'habitude de côtoyer.

C'est déjà à soi seul une bonne chose que de larges fractions du peuple de France aient été capables, ensemble, de marquer une solidarité avec le peuple Palestinien, un des derniers peuples au monde à subir une telle politique coloniale.

Entre aux côtés des Palestiniens", voilà le souci que beaucoup voulaient manifester. Mais on sentait une faiblesse dans le contenu précis à y mettre, les manifestations devenant rapidement et

uniquement des moments de dénonciation de la barbarie israélienne. L'impuissance face à la force brute des Etats en guerre a vite prédominé : "c'est sûr que d'ici nous n'arrêterons pas la guerre contre les Palestiniens". C'est en dernier ressort une affaire locale, c'est-à-dire entre les mains des gens là-bas, de leur décision et capacité communes, palestiniens et israéliens, à mettre en place une politique afin que tous puissent vivre en paix au même endroit.

Cela pose un réel problème et met en avant une faiblesse, qu'il nous faut travailler à résoudre : **comment aborder ici une situation lointaine, qui se passe à l'étranger, loin de nous, et dont nous ne sommes pas des acteurs potentiels ?** Sommes-nous alors réduits à n'être que des commentateurs lointains, ou des "soutiens", ou des "dénonciateurs" de telle ou telle barbarie d'état à travers le monde ?

Suite en page 7

Aux "Collectifs pour une politique de paix et d'amitié entre les habitants du pays", nous avons travaillé au contraire autour de l'hypothèse qu'une situation apparemment lointaine, peut nous être paradoxalement très proche. Autrement dit, des questions politiques posées à des gens en Palestine/Israël, sont aussi des questions que l'on retrouve ici et auxquelles nous sommes confrontés.

Ce travail nous a amené à dire que la situation là-bas est un condensé de questions qui sont posées à tout un chacun partout dans le monde, et que bon nombre d'entre elles nous sont donc posées ici. Cette démarche ouvre à plusieurs points :

1 Pour y voir clair il faut déjà s'extraire, se sortir, de l'opinion politique et médiatique courante qui pose comme une vérité absolue que la situation faite aux gens à Gaza, serait une affaire "d'arabes", "de juifs", "d'occident", "d'islamistes"...; ou encore une affaire de religions et "d'identités".

Au contraire, il s'agit d'une affaire universelle qui concerne le respect des gens, de leurs droits, de leur vie. Se rassembler ici pour les gens de Gaza et de Palestine, oblige à sortir de l'identitaire, du communautarisme, du religieux, pour aborder la seule question qui vaille, parce que porteuse d'avenir et de paix pour les gens : la question de l'égalité et de la justice.

D'où une première affirmation : ***une existence compte autant qu'une autre existence ; une vie vaut une autre vie : un colon, un puissant, un faiseur de guerre ne compte pas plus qu'un paysan ou qu'un jeune Palestinien ; un "national" ne compte pas plus qu'un étranger.*** Cela est à poser partout, contre les propositions identitaires, de préférence nationale, qui opèrent une vraie division des gens, et qui servent à bâtir des murs entre eux, à créer des tensions et des conflits armés.

2 Si la situation palestinienne touche autant de gens ici, c'est que ce qui s'y passe est emblématique, significatif, d'une situation que l'on retrouve en France et qui pose les mêmes questions : jusqu'où les états et les gouvernants pensent aller dans la barbarie et l'humiliation des gens ? Est-ce un mode nouveau pour gouverner et diriger un pays ? N'y a-t-il plus de place que pour la barbarie et la loi du plus fort ? La justice et l'existence ne veulent-elles plus rien dire si on ne fait pas partie des puissants, si on n'est pas né "du bon côté" ?

La situation intenable faite aux habitants des quartiers populaires en France, la persécution des sans-papiers avec la loi CESEDA, voilà des points précis d'humiliation et de barbarie d'Etat contre les gens ici ; c'est certainement une des raisons de leur présence massive aux manifestations.

Il s'agit, avec ceux qui le veulent, de porter cette 2^e affirmation, de la faire vivre pour ici et pour là-bas : ***L'humiliation, l'écrasement, la non-reconnaissance des gens, de chaque habitant, tout cela doit cesser. Là se joue la véritable démocratie, qui prend en compte la vie de chacun, à égalité.***

Ce point était déjà présent en creux dans les manifestations à Toulouse. C'est ainsi que l'on peut comprendre une pancarte que portaient de jeunes manifestants venus des quartiers populaires, et qui disait : *"Liban, Gaza, sans-papiers : la guerre est partout !"*

3 Ce que pose aussi ce conflit, c'est la possibilité (ou non) que des gens différents vivent ensemble sur un même territoire, au-delà des religions, coutumes, ou origines des uns et des autres. Si les gens eux-mêmes, organisés pour cela, ne portent pas ce point, il est alors laissé à la volonté des Etats et gouvernements, qui comme en Israël ne peuvent vouloir que la guerre et la force brute comme gouvernance. Les 60 ans de conflits en Israël/Palestine ne peuvent trouver d'issue que dans la capacité des gens sur place à porter une politique de paix et d'amitié entre eux, de reconnaissance de chacun, sur le même territoire.

Et il n'y a là rien d'utopique : qui pensait ici, avant la fin de l'apartheid, que noirs et blancs vivraient ensemble, dans le même pays, à égalité, en Afrique du Sud ? ***Face à la barbarie des Etats et des puissants, le développement d'une politique de paix et d'amitié entre les habitants d'un même pays est possible et nécessaire.*** Voilà notre 3^e affirmation.

4 Peut-être que se pose, au travers de ces points ouverts par cette situation terrible, la possibilité de penser et faire agir un nouvel internationalisme, qui ne soit pas de l'ordre du "soutien", ou du "dirigisme étatique", mais la traversée de questions universelles, vécues et pensées comme telles. Leur transformation en une politique du côté des gens, d'ici et d'ailleurs dépendant de leur capacité politique collective à s'en saisir, eux, et non les Etats.

Article fait à partir des réunions du Collectif pour une politique de paix et d'amitié

Nous arrivons au numéro 10 du journal "Ici, Ensemble", Journal de l'amitié politique entre les habitants du pays. Peut-être est-ce l'occasion de prendre le temps pour faire le point sur ce que nous nous étions fixés en commençant ce travail.

Notre pari de départ a été de créer un journal qui puisse accompagner et faire partie intégrante de la politique que nous proposons. Ce journal, nous l'avons voulu comme une possibilité de retranscrire ce qui fait l'âme de notre politique et de sa pensée, c'est-à-dire les processus politiques que nous menons avec des gens, dans des situations diverses et multiples.

Processus qui sont autant de rencontres, de chemins défrichés, d'inventions et de batailles collectives : Ici, Ensemble.

Ce journal, nous l'avons voulu vivant, exemple d'une politique en action, faite ensemble par des individus réels, qui ont chacun décidé d'apporter sa contribution personnelle et unique à cette entreprise collective.

Nous avons souhaité qu'il en montre les difficultés et les recherches comme les avancées et perspectives. Nous postulons que les gens ordinaires sont capables d'inventer leur propre politique, faite par eux-mêmes et pour eux-mêmes à distance de l'Etat, ses partis, ses organismes divers.

"Ici, Ensemble" n'est donc pas l'organe officiel d'une organisation mais le journal de cette politique, la preuve de sa réalité, de sa possibilité.

N'hésitez pas à nous faire connaître vos contributions, critiques, propositions.... Elles sont les bienvenues.

Prochain Rendez-Vous : Intervention Publique du Rassemblement, samedi 7 Mars, 15h, Place du Capitole

POUR NOUS RENCONTRER :

LE RASSEMBLEMENT TIENT DES PERMANENCES JURIDIQUES TOUS LES LUNDIS, DE 17H00 À 19H00

NOUS SOMMES PRÉSENTS TOUS LES DIMANCHES AU MARCHÉ SAINT-SERNIN, DE 11H00 À 12H00

DES RÉUNIONS RÉGULIÈRES SE TIENNENT LE SAMEDI À 18H00, LE MERCREDI ET LE JEUDI A 18H30, À

REYNERIE ET CENTRE VILLE

POUR PLUS D'INFO NOUS JOINDRE AU : 06-13-06-94-62

OU NOUS ÉCRIRE À L'ADRESSE E-MAIL : OUVRIERSGENSDICI@FREE.FR

SUR INTERNET RETROUVEZ NOUS SUR : [HTTP://OUVRIERSGENSDICI.FREE.FR](http://ouvriersgensdici.free.fr)

SOMMAIRE

Editorial : Travailler à faire tomber le sarkozysme !, page 1

C'est le moment de la décision, PAGE 2

A propos de la situation à Gaza et des manifestations qui ont eu lieu ici, PAGE 6

Notes sur " Ici, Ensemble", PAGE 8